L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1876. Onze Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Pintado J. Spear, à la résidence de M. Blockmer, No. 2 rue Delphine, entre Canal et Bienville, tout le contenu de la dite résidence.

Par Hachman, Martel & Co., à leur salle d'encan, marchandises sèches étrangères et du pays, articles de toilette, broderies, dentelles, etc.

Articles en bois, Jardin ou de ménage, &c. —Voir l'annonce d'encan de Murphy & Son.

LA CIRCULAIRE TAFT
ET
L'Opinion de M. Evarts.

Les organes radicaux éprouvent le besoin d'étayer la récente circulaire du ministre de la guerre Taft, de quelques opinions respectables. A force de fouiller, l'un d'eux, le Washington *Star*, a découvert une lettre de William M. Evarts, le grand jurisconsulte, lettre que celui-ci adressait, le 20 août 1868, à un marshall de la Floride, alors qu'il était avocat-général des Etats-Unis, sous la présidence de Johnson. On était encore sous l'empire du régime quasi militaire qui s'est prolongé plusieurs années après la paix; les conditions n'étaient donc pas normales. Néanmoins, M. Evarts était un juriste très versé dans la connaissance du droit constitutionnel, pour émettre des idées erronées sur les pouvoirs des marshals des Etats-Unis et la lettre citée par le *Star* loin d'être conforme aux prétentions émises dans la circulaire Taft, leur donne, au contraire, le démenti le plus catégorique.

Le marshall de la Floride auquel la lettre est adressée, exprimait le désir d'avoir, *dans certaines éventualités*, l'assistance des troupes et il constatait que le colonel Sprague, commandant de son district, lui avait dit que, *d'après ses instructions*, il ne pouvait la lui donner. M. Evarts répond que la loi de 1789 accorde au marshall le pouvoir de commander, *pour exécuter toutes les procédures légales à lui adressées*, toute l'assistance nécessaire, etc., et que, d'après l'avis de M. Cushing, cette assistance peut comprendre toutes les personnes du district au-dessus de quinze ans, appartenant au civil ou au militaire.

M. Evarts a soin d'ajouter :

" Vous observerez tout particulièrement, que cette autorité é evée est pleine de responsabilité, n'est donnée au marshall que pour l'assister dans son devoir " d'exécuter dans tout le district les ordres émanant *adressés* à lui et émis sous l'autorité des Etats-Unis et seulement dans le cas de nécessité pour cette assistance extraordinaire."

Pour qu'il n'y ait pas de doute possible, M. Evarts dit encore :

" Ce devoir et cette autorité spéciale dans le service des procédures qui vous sont transmises, ne doivent pas être confondus avec le devoir et l'autorité de supprimer les désordres et de préserver la paix, qui, sous notre gouvernement, *appartiennent aux autorités civiles des Etats ou aux autorités civiles des Etats-Unis.* Ce devoir et cette autorité spéciale du marshal pour le *service des procédures* à lui adressées, ne doivent pas non plus être confondus avec l'autorité et le devoir du Président des Etats-Unis, dans les cas prévus par la Constitution, de protéger les Etats contre la violence domestique, ou à l'autorité et le devoir du Président en vertu de lois spéciales, d'employer la force militaire pour soumettre des coalitions qui résistent aux lois des *Etats-Unis.*"

Les opinions exprimées dans cette lettre de M. Evarts sont exactement conformes à celles que nous avons soutenues dans nos boutonnetières sur la circulaire Taft.

Le marshall des Etats-Unis n'a nullement à se mêler du maintien de la paix publique, c'est l'affaire exclusive des autorités d'Etat. Il n'est pas par lui-même une autorité; il n'est que l'exécuteur des ordres de l'autorité judiciaire, et c'est seulement en cette qualité qu'il peut requérir l'assistance d'un *posse* de citoyens, si lui et ses députés rencontrent dans l'exécution de leur devoir une résistance qui justifie cette mesure; et le marshall ne doit étendre le service du *posse* aux forces armées que lorsque des circonstances tout à fait exceptionnelles l'exigent. M. Evarts répète, en y insistant, que ce droit de requérir un *posse* ne s'applique qu'au service de procédures judiciaires ou à l'exécution des ordres de cour.

Enfin, M. Evarts conclut par ces observations qui forment un contraste heureux avec le ton de la circulaire Taft.

" Rien ne peut être moins d'accord avec la nature de notre gouvernement, ou de la disposition de notre peuple qu'un recours prompt et fréquent à l'assistance militaire dans l'exécution des devoirs confiés aux fonctionnaires civils. Le courage, la vigueur et l'intrépidité sont les qualités qui conviennent pour le service civil que les marshalls des Etats-Unis sont appelés à remplir, et la loi ne leur a donné de renforcement par des moyens extraordinaires que dans des éventualités extraordinaires."

M. Evarts n'accorde pas au marshall l'assistance militaire que celui-ci demande, il se contente, au contraire, de dire en terminant :

S'il appert qu'il y ait, à aucun moment, une occasion justifiant l'envoi d'forces unies aux autorités militaires des Etats-Unis, dans aucun Etat, au sujet de l'exécution *des ordres des cours des Etats-Unis*, ces instructions seront conformées à ce qu'exigeront alors les circonstances.

Les défenseurs de la circulaire Taft auraient mieux fait, on l'avouera, de ne pas invoquer et mettre au jour cette lettre de M. Evarts qui est la condamnation formelle de la politique Grantiste. Ils regrettent à cet avocat maladroit qui ne pouvant trouver de témoins pour la défense, ajoutait de nouveaux témoins à ceux de la poursuite pour ne pas s'entendre dire qu'il n'avait pu en trouver.

Les troubles de Ouachita.

La lumière est faite maintenant sur l'origine des troubles récents dans la paroisse Ouachita. Trois compagnies d'infanterie des Etats-Unis avaient été envoyées à Monroe aussitôt après les événements rapportés. Le commandant de ces forces, le major McGinnis, avec l'assistance de deux autres officiers, a fait une enquête sur les troubles. Son rapport sera, nous l'espérons, livré à la publicité. Mais des négociants qui viennent d'arriver de Monroe, rapportent que les entrevues qu'ont eues les officiers fédéraux avec les blancs et les hommes de couleur de l'île de Stard, ont établi que quelques-uns des meneurs radicaux de la paroisse avaient formé le plus infâme complot pour amener des conflits sanglants.

Les nègres de l'île avaient reçu des ordres écrits pour s'armer et se réunir à Logwood afin de marcher de là sur Monroe. Deux courriers avaient porté des ordres analogues aux noirs de la paroisse Morehouse.

On a trouvé un des ordres écrits par Hamlet, shérif de la paroisse Ouachita. Le juge de paix de l'île, Jim Thomas, homme de couleur, avait lancé des ordres pour arrêter tous les nègres qui refuseraient de s'armer et de marcher. Ce mandat avait été mis dans les mains du constable, aussi de couleur, Spencer Watson. Les noirs peu disposés à entrer dans le mouvement, avaient fini par obéir à l'intimidation exercée sur eux. Ce qui a empêché le mouvement d'aboutir, c'est que les meneurs, au moment où ils croyaient tout se montrer, avaient disparu.

Ces informations confirment tout ce que nous avons dit de la tactique des radicaux pour provoquer des conflits et pétrir des massacres, bons à exploiter.

—On vient de mettre en vente la villa de feu Alexandre Pope, située à Twickenham, près de Londres. L'habitation primitivement bâtie par Pope en 1718, et où il s'éteignit dix ans avec son père et sa mère, n'existe plus. On a élevé à sa place, avec une partie des matériaux provenant de sa démolition, une belle demeure moderne et conservé le grille qui entourait l'ancienne maison, statue que l'obélisque dégé par Pope à la mémoire de sa mère et la fontaine gravée au Parterre de l'Essai sur l'Homme dérivé plusieurs de ses poèmes.

GRAND MEETING

du parti démocrate conservateur à la Côte Blanche, paroisse Ste-Marie.

Discours du Colonel Acklen, Candidat au Congrès pour le 3me district.

Les questions du jour traitées à fond.

Un immense concours de peuple, composé de blancs et d'hommes de couleur, s'est assemblé pour participer au barbecue et pour entendre les orateurs annoncés, à la Côte Blanche, où le bateau à vapeur René Macready est arrivé samedi matin, avec les différents clubs démocratiques de Franklin, Patterssonville, Morgan City et autres pointe, avec leurs fanfares et leurs orateurs.

Le colonel Acklen qui a parlé le premier, a été suivi par le colonel Winchester, l'honorable D. Caffery et le major Shaffer. MM. Jones, Harris et Lemon, hommes de couleur influents, ont aussi parlé avec un effet prononcé. Les discours du col. Winchester, de l'honorable D. Caffery et du major Shaffer ont été chaleureusement applaudis.

Le colonel Acklen, qui a été présenté par le major J. M. Burguière, président du Club, s'est exprimé ainsi :

DISCOURS DU COL. ACKLEN.

Concitoyens :—La campagne de 1876 figurera dans l'histoire comme une des plus remarquables qu'ait jamais vues cette République. Car elle sera connue comme la campagne où auront été jugées les plus grandes questions de parti, question dont le règlement heureux ou malheureux doit décider si notre patrie verra redaître ses antiques jours de prospérité, ou si elle sera livrée de nouveau à la ruine et aux populations de désespoir.

On peut donc à peine apprécier l'importance de la prochaine élection; elle ne saurait être exagérée, car du résultat dépendra l'existence désagréable du Sud et de l'Ouest.

C'est donc le devoir de tout homme qui a à cœur le bien de l'Union, et qui désire voir ces Etats unis et prospères, d'examiner avec soin les questions du jour, afin de pouvoir donner son vote aux idoles de nos rombres, et, pour cela, il faut qu'il sache d'abord en quoi diffèrent les deux grands partis qui se trouvent maintenant face à face.

Ce été la maxime et le principe des adversaires de la démocratie, qu'ils se soient décorés du nom de fédéralistes du temps de Jefferson, d'unionistes après la guerre, ou de républicains actuellement, que les agents élus par le peuple connaissent mieux ses besoins que le peuple lui-même; qu'ils sont plus sages que le peuple et qu'ils peuvent mieux déterminer ce quels principes les lois du pays doivent être faites et ses affaires traitées; que par une législation de parti, ils peuvent rendre le pays heureux et prospère en dépit de lui-même, et qu'en conséquence, ils doivent conduire les affaires et administrer les fonctions publiques de façon à assurer pour toujours leur ascendant politique.

PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE.

Le parti démocrate, au contraire, représente les grands principes du progrès. Avec une confiance entière dans la haute destinée future de l'homme, il stimule en faisant désir du bien commun du pays. Il tâche de prendre à coeur aux intérêts du grand nombre en naissant le moins possible à ceux du petit nombre par l'étude du grand bien qui consiste toujours quel est le plus grand bien du pays pour le présent, et par ses honnêtes efforts en vue du présent, il assure pour l'avenir la plus grande somme de bonheur possible. Il montre de la sagesse et de l'équité dans la législation, et tout en respectant les droits des forts il ne permet aucune atteinte à ceux des faibles. Il sauvegarde les premiers et les seuls principes de la liberté et la même et d'échoue que quand il cesse d'être fidèle à lui-même, et devine et devenue "*vox populi, vox dei*— la voix du peuple est la voix de Dieu."

QUESTIONS DE LA CAMPAGNE.

Parmi beaucoup d'autres questions que présente cette campagne, les plus importantes sont :

La réforme dans l'administration du gouvernement national, embrassant le service civil dans tous ses départements.

La question d'argent; y a-t-il remédition de l'argent; la monnaie de la nation et la question de savoir en quelle monnaie les Bons des Etats-Unis seront payés.

Le centralisme et la tendance que le parti républicain a montrée à accorder au pouvoir illégitime du gouvernement national et à lui subordonner les Etats.

Et cette question, si importante pour nous, concitoyens, la question du Sud, embrassant les actes de l'administration républicaine envers le Sud depuis la guerre.

LA RÉFORME.

En ce qui concerne la réforme dans l'administration du gouvernement national, c'est un fait que le parti républicain lui-même n'essaie pas de nier, que la corruption a régné en maîtresse pendant tout le cours de l'ascendant politique de ce parti. Du plus élevé au plus bas, du chef Exécutif de la nation jusqu'au plus humble subalterne, partout où l'investigation démocratique a fouillé, elle a mis au jour une effroyable corruption. Avec le nepotisme pour commencer à la Maison Blanche, nous suivons la vente des postes de traiteurs et le système des confiscations de paille, par des hommes comme Belknap, Robeson, Shepherd, Delano, Babcock et autres, qui se sont enrichis en dépouillant le peuple qu'ils prétendaient représenter, tandis que la presse républicaine, par son silence, a sanctionné et approuvé leurs actes.

La réforme est nécessaire dans l'emploi des fonds publics, emploi dans lequel s'est produite, au moyen de subsides et de réclamations frauduleuses, une extravagance inconnue jusque-là. Il y a eu un pillage des ressources publiques par des coalitions faites à des corporations pour enrichir des amis personnels de l'administration. On a disposé de petite façon de plus de 200,000,000 d'acres de terre.

La réforme est nécessaire dans le service civil, où les actes du Président et de ses conseillers n'ont eu d'autre objet que de perpétuer leur parti au pouvoir sans égard à l'expérience ou à l'honnêteté des gens nommés aux emplois. Des places dans le service public, qui auraient dû être sacrées contre l'influence de parti, ont été subjuguées à cette influence et des hommes honnêtes et compétents ont été disputés pour permettre à des voleurs de s'enrichir.

L'occasion n'est pas offerte aux hommes de s'élever par une conduite méritoire ou leur capacité dans l'exercice de leurs fonctions; on leur fait sentir que leur maintien au place ne dépend que de leur adhésion au parti. Avec un système aussi néfaste est-il étonnant que des gens incompétents remplissent les emplois des divers départements et que le pays souffre?

Un examen fait ressortir qu'en Louisiane seulement, il y a plus de 1,300 personnes à la paie et sous le contrôle du gouvernement fédéral. Si vous ajoutez à ce chiffre deux mille cinq cents employés sous le contrôle du gouvernement d'Etat, dont le pain dépend du rôle qu'ils montrent pour le parti, vous pourrez vous former une idée du pouvoir pour le mal que donne un pareil système, alors qu'il s'étend dans toute l'Union. Grant et ses 80,000 fonctionnaires, qui sont ses aides et ses soutiens par intérêt, n'est pas un mythe, c'est une triste réalité.

Le programme démocratique dit : ces emplois ne sont pas des sources de profits particulières, ce sont des honneurs publics". Et plus loin :

" Quand les années de cette République sont terminées par la nomination d'un Vice-Président, d'un ex-Orateur de la Chambre des Représentants, faisant trafic du régiment dans ses fonctions de président, de trois Sénateurs prêtant serment (et de leurs votes comme législateurs) de cinq présidents des principaux comités de la dernière Chambre des Représentants compromis dans des tripotages, d'un ex-Secrétaire du Trésor falsifiant les comptes des derniers publics, d'un ex-avocat-général faisant un emploi indéfini de l'argent de l'Etat, d'un ex-ministre de la marine qui s'est enfui, en qui a enrichi aux dépens du trésor, sur les profits des approvisionnements de son département, d'un ambassadeur, à Londres, exploitant pour une spéculation véreuse, du nom du théâtre privé de Président détrompant à trois polices à une condamnation comme complice des fraudes sur le Revenu; d'un Secrétaire de la guerre mis en accusation pour haute crimes et pour des malversations qu'il avoue; c'est une démonstration plus éloquente que la première dont le premier doit être le choix public d'hommes honnêtes dans les rangs d'un autre parti ou pour que la maladie d'une organisation politique ne gagne toute entier, et de peur qu'on ne chasse tôt ou tard de l'honneur ni de parti, nous n'obtenions ni un changement de manières, ni une réformation."

La réforme est nécessaire dans l'administration du bureau indien. La guerre indienne a mis en place des chefs dont les actes ont poussé les Indiens à la guerre, une guerre qui a coûté à la nation des millions de dollars.

Il est qu'il y ait une plus grande économie dans les dépenses générales du gouvernement, tout en ne voyant qu'à l'heure présente M. Chandler demandant, en réduisant les salaires de plus de 100,000,000 ; mais il est vrai que les dépenses, cette jusqu'à nous avons été moindres depuis des années et qui s'est élevé de $4.27 par tête en 1869 à $10.40 en 1871, relèvent que les agitations de dépenses notre prodigalité.

Les républicains avancent, cependant, que cela est dû au parti démocrate et à la guerre que ceux-ci ont déclarée. Je ne désire pas trouver ensuite des questions finalement réglées par ce conseil, mais les cette années qui se sont écoulées depuis lors, ont bouleversé les anciennes chaînes de passions de l'opinion et mettent en pleine lumière historique le fait incontestable que le parti républicain a provoqué la guerre comme seul moyen de résoudre la question de l'esclavage qui menaçait la continuité pour gagner la élection du président Lincoln et le maintien de son contrôle du gouvernement. Aucune personne bien informée n'oserait nier que la guerre est pu être terminée le mo ins moins de temps et avec moins moins de frais. Les années 1868 et qui ont précédé afin d'attendre la venue des élections de 1864, afin que le président Lincoln et son parti pussent rester au pouvoir sur il craignait un rival dans le brave McClellan, quand il l'a rappelé en août 1862 et l'a empêché de terminer la guerre.

Le gouvernement fédéral dans cette guerre a dépensé des sommes d'argent d'énormes fortunes en approvisionnant l'armée et la marine, et dont tous les contrats étaient en faveur de régler la paix, afin de pouvoir continuer leurs profits.

Le peuple a non seulement été jusqu'au dernier degré pour payer l'intérêt de cette énorme dette de guerre et les bons qui la représentent, lesquels ont été vendus à cinquante et à soixante cents au dollar, mais il a été forcé de faire face aux dépenses extravagantes d'une administration qui se

1866 a dépensé	$520,720,940
1867 a dépensé	348,729,134
1868 a dépensé	377,340,234
1869 a dépensé	321,450,307
1870 a dépensé	309,650,060
1871 a dépensé	352,177,193
1872 a dépensé	280,848,328
1873 a dépensé	290,345,345
1874 a dépensé	305,641,372
1875 a dépensé	274,848,394
On un total en dix ans de	$3,259,500,309

Avec un pareil tirage sur le travail et les ressources du pays qu'il surprenant que les affaires prennent indéfiniment, que le commerce soit prouvé chômage de force et que l'avenir, s'il ne survient un changement d'administration, soit très sombre.

Pour justifier leurs actes, les républicains prétendent que les administrations de Jackson, de Van Buren et autres, montrent des économies plus grandes que les leurs, concessions qui d'ailleurs, les chiffres de 1834 à 1875, à $20,300,000

Un examen des documents officiels, cependant, donne les chiffres suivants.

	Argent Dépensé	Monnaie Dépensé	Déficit.
1831 37. Jackson 12 ans.	$130,268,234	$10 55	$4,.79,000
Van Buren 1837-41	137,004,497	11 15	3,000,000
Harrison 1841-45	109,157,209	10 37	1,128,300
Polk 1845-49	171,131,780	8 34	1,711,347
Taylor Fillmore. 1849-57	194,370,421	7 04	1,401,300
Pierce 1857-61	305,648,573	5 10	2,071,820
Buchanan 4 ans.	329,192,300	4 96	2,300,717
Total en 38 ans			$15,321,584

On prend les chiffres par an.

Or $20,300,000, moins $15,321,584, laissent pour les quatorze années de 1861 à 1875, $4,904,356 ou environ $347,453 par an, différence de $326,000 par an contre le parti républicain. Mais l'enquête démontre de telles assertions est conforme à leurs autres allégations dans cette campagne.

LA QUESTION DE L'ARGENT.

Le sentiment du peuple de ce grand pays demandera, sans aucun doute, qu'on remédie de nouveau le dollar d'argent et qu'on le rende la valeur et la position qui le conquêt avant cette époque jusqu'en 1873, et comme l'argent et l'or ont été mis de ces actes, nous paierons les Bons, comme nous avons promis de les payer, en espèces. L'or et l'argent sont reconnus par la Constitution, et est été légalisé par la loi de 1792 et cet continué à exister en matière jusqu'après l'émission de bons non Bon.

La première loi de 1861 passée en juillet et immédiate en août, ha dit "tien que l'or et le papier le mêmes et d'échoue que quand il cesse d'être fidèle à lui-même, et devine et devenue "*vox populi, vox dei*— la voix du peuple est la voix de Dieu."

La loi du 3 mars 1863, autorise l'émission de 900 millions de Bons 10.40, remboursables en *espèces*.

La loi de mars 1869, engage la foi des Etats Unis pour toutes leurs obligations portant intérêt en *espèces*. La loi du 14 juillet 1870 pour la conversion de la dette nationale, porte que les Bons sont remboursables en *espèces*.

La tentative pour imposer au pays un dollar d'argent démonétisé, valant juste la moitié en or, tandis que le greenback vaut 90 cents, est une fraude à laquelle le peuple ne se soumettra pas. Et toute tentative pour payer les Bons en une monnaie ainsi dépréciée, équivaudrait à tenir pour *espèces* seulement en théorie et à les refuser en réalité.

Nous sommes tous en faveur de la monnaie métallique et d'une prompte reprise. Assurés qu'une telle mesure sera sûre, mais nous ne nous soumettons pas à une contraction immédiate du papier-monnaie, qui ferait souffrir les fermiers et les artisans pour enrichir les porteurs de Bons. Oui! ils seront des porteurs pour leurs Bons, "leur livre de chair, jusqu'à dernier sième, car c'est sur le Bon, mais pas une goutte de sang."

L'histoire prouve qu'un papier-monnaie est nécessaire aux besoins du commerce, mais nous avons le droit de compter sur un papier-monnaie qui n'offre pas le spectacle d'un continuel va-et-vient, sur un papier-monnaie qui possède une valeur intrinsèque à l'intérieur et à l'étranger, et qui donne au peuple quelque protection contre la rapacité des spéculateurs de la Bourse. Cela se trouvera dans le greenback quand il reposera sur l'aptitude du gouvernement à payer ses dettes sur demande, en espèces. Cela, en d'autres termes, sera l'effet de la reprise, et le parti démocrate est engagé à surveiller les paiements en espèces aussitôt que les conditions des finances nationales le permettra. Fixer une date certaine à la reprise de la circulation, ce serait une promesse dont la réalisation en pareil délicat, dans des circonstances. Cela a été la mode en Angleterre, il y a des années, et la fameuse 1 à 1 de la guerre a définitivement prouvée. Non! la réforme doit être graduée et complétée sous le gouvernement démocratique, pincera bientôt le pays dans une position, où, avec le peuple qui la confiance nouvellement inspirée au peuple, il pourra promptement faire face à toutes ses obligations et où son papier-monnaie deve de nouveau au pair.

CENTRALISER.

Un des dangers qui menacent l'unité de la nation est le gouvernement des républicains, est le fréquent empiètement commis sur les droits des Etats du Sud et la tentative de les subordonner à l'administration nationale. Ceci a été fait par une législation spéciale, alors qu'ils n'étaient pas représentés et au moyen de l'appui du pouvoir militaire ostensiblement qu'ils le subordonnent au pouvoir civil. En 1865-6, les représentants de trois Etats ont été arbitrairement exclus du Congrès et l'administration a nommé les postes d'un parlement irrégulier avec des colonies étrangères, en législantant leurs affaires. Cela a encore un lieu, quand, par l'emploi des forces militaires, le pouvoir exécutif a mis hors d'état d'élire ceux par qui il désirait être représentés et d'en élire qu'il n'a pu faire entendre ses griefs dans les conseils de la nation. Avec le système de centralisation et ministère violations de la Constitution que cet acte et d'autres ne reproduisent à moins que le peuple n'ouvre les yeux sur les dangers de la situation.

LA QUESTION DU SUD.

La question du Sud, mes amis, est, pour nous, de la dernière importance. Nous sera-t-il permis d'exercer les droits que nous donne la Constitution et accordent les lois et dominés par un ministère qui n'a aucun intérêt pécunier dans nos affaires, qui est encouragé et soutenu par l'administration? La Louisiane représente seule un riche jadis et aujourd'hui en voie de prospérité où la population blanche et noire, vivent-elle des terres fertiles restent inexploitées.

Le Nord maintient que les anciens propriétaires d'esclaves ne veulent pas se mettre sous la détention, ne veulent pas adhérer à la guerre a déclaré les questions qui l'ont causée, sont réglées et que tout, qu'ils ne veulent que leurs droits et la paix au pays. Le fait est le démocrate blanc tenait seul le pouvoir, ne veulent rien de plus et n'a en que d'amour pour la nation avec lui jusqu'au moment où le parti radical est venu mettre le désunit entre eux.

Mais ce dont nous avons besoin, ce qu'il nous faut avoir, c'est la détention de nos affaires nationales. Les Etats-Unis sont le nom de notre patrie et nous sommes tous unis, et, si ces différences sont égales avoient d'où ne naissent nous devons la détruire.

Une bonne politique est celle qui rend le pays prospère et content. La politique suivie par l'administration, l'a-t-elle fait? Demandez à Boston, à Chicago, et à la Nouvelle-Orléans, si le commerce est prospère.

Mais devons juger le parti républicain par ses actes, et non par ses promesses. Je ne suis pas de ceux qui ne pardonnent rien avec la flamme de conviction qu'il a entrée, et la raison se mêle à notre cœur qu'il accomplira ce qui consiste pour lui un sacrifice de plaisir. Il est de ceux qui ne pardonnent rien, qui ne pardonnent pas, qui ne pardonnent pas, qui ne pardonnent pas